Le Journal des décideurs

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC - N°588 du Mardi le 29 Avril 2025 Prix: 500 Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.tg

Meilleure note souveraine au Togo

• (Pages 03)

Une opportunité pour financer davantage les PME

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Groupe informatique

IBM veut investir 150 milliards de dollars aux États-Unis

Money money. Le groupe informatique américain IBM s'est engagé, ce lundi, à investir 150 milliards de dollars aux États-Unis dans les cinq prochaines années. ... • (Page 08)

Pneus italiens

Fin du contrôle de Pirelli par le Chinois Sinochem

Golden Power. Le conseil d'administration de Pirelli, fabricant de pneus italiens, a annoncé, ce lundi, la fin du ... • (Page 08)

De l'aide à l'investissement

L'AIF crée une dynamique de 225 milliards de dollars

Forts du succès des Journées Marchés de l'Africa Investment Forum (AIF) de l'année dernière, qui ont généré ... • (Page 02)

Financement climatique

Le Bénin et ses partenaires internationaux unissent leurs forces

Un mémorandum multipartenaire inédit marque une nouvelle ère de collaboration en matière de politique de financement climatique ... • (Pages 05)

Développement

La BERD adapte ses statuts pour opérer en Afrique subsaharienne

La banque multilatérale de développement a approuvé la modification de l'article 1 de ses statuts pour étendre son champ d'action à certains pays ... • (Page 06)

Stages de l'OIT

Candidatures ouvertes jusqu'au 30 avril 2025

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche informe de l'ouverture des stages de l'Organisation internationale du travail (OIT). Retrouvez ... • (Page 11)

Bourse

• (Pages 04)

La BIIC fait son entrée à la BRVM avec une levée record

De l'aide à l'investissement

L'AIF crée une dynamique de 225 milliards de dollars

Forts du succès des Journées Marchés de l'Africa Investment Forum (AIF) de l'année dernière, qui ont généré 29,2 milliards de dollars d'intérêt pour les investissements, ses neuf partenaires fondateurs se préparent à un événement encore plus important et performant plus tard dans l'année.

● *Wilson Lawson*

L'édition 2024 des Journées Marchés de l'Africa Investment Forum a attiré plus de 2 300 investisseurs et participants venus de 83 pays du monde entier, et a accueilli plus de 40 salles de conférence et 15 sponsors, dont des banques d'investissement, des assureurs et des agences de crédit à l'exportation. De nombreux autres sponsors sont en lice pour l'édition 2025. Réunis lundi soir à Washington, DC, en marge des réunions de printemps de la Banque mondiale et du FMI, les partenaires ont dressé le bilan du remarquable parcours de sept ans de l'Africa Investment Forum, qui a mobilisé plus de 225 milliards de dollars d'intérêt pour les investissements et s'est imposé comme un mouvement mondial d'investissement pour l'Afrique. Parmi les partenaires figurent le Groupe de la Banque africaine de développement, Afreximbank, Africa50, la Société financière africaine, la Banque de développement de l'Afrique australe, la Banque islamique de développement, la Banque européenne d'investissement, la Banque de commerce et de développement, et la nouvelle venue, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA). Le président du Groupe de la Banque africaine de développement et président du Forum sur l'investissement en Afrique, le Dr Akinwumi Adesina, a déclaré : « Nous avons donné un nouvel élan à l'Afrique. Nous avons mis l'Afrique en valeur. Nous avons changé la perception de l'Afrique », ajoutant : « Nous avons démontré notre confiance en l'Afrique, ce qui a démontré au monde entier que l'Afrique est une destination financièrement viable.» « L'Afrique ne se développera pas par l'aide. Elle se développera par l'investissement », a déclaré Adesina, une vision qui guide la plateforme du Forum sur l'investissement en Afrique depuis son lancement en 2018. La réunion a souligné comment la plateforme a transformé les perceptions concernant l'investissement en Afrique tout en offrant des portefeuilles de transactions de grande qualité. À ce jour, 22 transactions ont été conclues, dont 41 % du financement a été assuré par des partenaires fondateurs et d'autres investisseurs institutionnels. Les partenaires ont également discuté du Cadre de partenariat du Forum sur l'investissement en Afrique afin de garantir sa pérennité. Ce cadre de gouvernance et de durabilité à long terme devrait être officiellement signé lors des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement qui se tiendront en mai à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Le PDG d'Africa 50, Alain Ebobissé, a souligné le caractère unique du Forum : « Il ne se concentre pas sur les discours, mais sur les échanges entre les personnes au sein des conseils d'administration », ajoutant : « Nous sommes prêts à attirer davantage de sponsors.»

AUX DÉCIDEURS ...

Déterminer à s'industrialiser

Les 23 et 24 avril 2025 resteront comme des dates symboliques dans l'histoire du développement économique togolais. En inaugurant trois nouvelles unités industrielles sur la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA) — FHC Médica, Nutrisource et Vivace Groupe — et en posant la première pierre d'ATMS Togo, le Togo a franchi une nouvelle étape dans son ambition de bâtir une économie plus forte, plus résiliente, et plus indépendante.

Sous le haut patronage de Son Excellence le Président de la République, la Première Ministre Victoire Tomegah Dogbé et le Président de l'Assemblée nationale Sevon-Tépé Kodjo Adédzé ont, tour à tour, porté ce message clair : le temps de la transformation locale est venu. Il ne s'agit plus seulement d'exporter des matières premières brutes ou de dépendre des marchés extérieurs, mais bien de produire, de transformer, d'innover ici, au Togo, pour le Togo et pour l'Afrique.

FHC Médica incarne cette nouvelle ère en renforçant la souveraineté sanitaire du pays à travers la fabrication locale de médicaments essentiels. Nutrisource, en investissant dans la production d'engrais NPK, devient un acteur clé pour soutenir l'agriculture, pilier de notre économie. Vivace Groupe, avec ses profilés en aluminium, dynamise le secteur de la construction, tandis que ATMS Togo promet de relancer la filière textile, génératrice d'emplois et de valeur ajoutée.

Ces projets ne sont pas des actes isolés. Ils s'inscrivent dans la cohérence d'une feuille de route ambitieuse, qui vise à faire du Togo un hub industriel compétitif en Afrique de l'Ouest. En diversifiant son tissu économique, en valorisant ses ressources locales et en modernisant ses infrastructures, le pays prépare l'avenir : un avenir où prospérité et souveraineté économique vont de pair.

Ce virage industriel n'est pas sans défis. Il exige de maintenir un climat d'affaires attractif, de former une main-d'œuvre qualifiée, et d'accompagner les entrepreneurs locaux pour qu'ils soient aussi les acteurs de cette transformation. Mais en posant des actes concrets et en multipliant les succès, le Togo montre qu'il ne se contente pas d'énoncer des ambitions : il les réalise.

L'industrialisation, au cœur de la stratégie nationale, n'est pas un luxe ; c'est une nécessité. Elle est la clé pour assurer une croissance durable, pour créer des emplois dignes et pour donner aux jeunes générations les outils d'un futur meilleur. En ce mois d'avril 2025, le Togo a envoyé un message fort : il avance avec confiance et détermination vers un destin qu'il entend maîtriser.

M.T

Image du jour

● *Mise en œuvre de la Politique agricole de la CEDEAO : les parties prenantes régionales évaluent à Lomé la mise en œuvre de 2024 des projets et programmes régionaux.*

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● *Source : tresor.economie.gouv.fr*

Meilleure note souveraine au Togo

Une opportunité pour financer davantage les PME

Le relèvement de la note par S&P envoie un signal positif aux investisseurs, mais l'enjeu reste de transformer cette dynamique en financement concret pour les PME.

L'agence de notation américaine Standard & Poor's (S&P) Global Ratings a rehaussé, le 18 avril 2025, la note souveraine à long terme en devises locales et étrangères du Togo, la faisant passer de B à B+ avec une perspective stable. Ce relèvement, qui reflète la solidité croissante des fondamentaux économiques du pays, constitue une reconnaissance des efforts engagés sur le plan des réformes macroéconomiques et budgétaires. Mais au-delà du signal envoyé aux marchés, l'enjeu est désormais de transformer cette dynamique en financement concret pour le secteur privé, notamment les PME qui constituent plus de 99% des unités économiques du pays, si l'on inclut les entreprises individuelles sans comptabilité formelle.

Que signifie la note « B+ » attribuée au Togo par S&P ?

La note « B+ » récemment attribuée au Togo par S&P reflète une amélioration de la perception du risque financier du pays. Elle signifie, selon l'agence américaine, que le Togo est capable d'honorer ses engagements financiers, mais qu'il reste exposé à certaines vulnérabilités économiques.

C'est quoi, une note financière ?

La notation financière, aussi appelée notation de crédit, est une évaluation du risque de non-remboursement d'un pays ou d'une entreprise. Elle est délivrée par des agences spécialisées comme S&P, Moody's ou Fitch, et sert de baromètre de confiance pour les investisseurs.

À quoi sert une notation financière ?

- Pour les investisseurs : mesurer le niveau de risque d'un pays ou d'une entreprise avant de prêter de l'argent ou d'acheter une obligation.

- Pour les États : la note influence les conditions d'accès au financement (taux d'intérêt, attractivité des emprunts).

- Pour les entreprises : elle impacte la confiance des banques, des partenaires et des marchés.

Que veut dire « B+ » ?

Dans le système de notation de S&P, qui va de AAA (risque minimal) à D (défaut), la note B+ marque une étape encourageante dans l'évolution de la crédibilité financière d'un pays.

Elle appartient à la catégorie dite « spéculative », mais elle traduit surtout une amélioration tangible de la capacité de remboursement et une meilleure résilience économique. Par rapport à la note précédente (B), ce rehaussement reflète des fondamentaux plus solides, une gestion économique plus rigoureuse et une attractivité renforcée auprès des investisseurs internationaux.

S&P justifie ce relèvement par plusieurs facteurs clés :

- Croissance économique soutenue : S&P projette une croissance moyenne du PIB de 6 % par an jusqu'en 2028, portée par une consommation dynamique, une inflation maîtrisée et des investissements publics dans des infrastructures stratégiques.

- Performances des infrastructures : Le port autonome de Lomé, dont le trafic est passé de 14 millions de tonnes en 2016 à 30 millions en 2024, et la plateforme industrielle d'Adétikopé, attirant des investissements dans le coton, le soja et le textile, renforcent le rôle du Togo comme hub logistique régional.

- Consolidation budgétaire : Le déficit budgétaire a été réduit de 6,7 % du PIB en 2023 à 4,6 % en 2024, avec un objectif de 3 % d'ici 2027. La dette publique devrait également diminuer pour atteindre environ 52 % du PIB en 2028.

Pourquoi cette amélioration de la note du Togo est stratégique ?

Cette nouvelle note du Togo pourrait ouvrir de nouvelles perspectives en matière de financement, d'investissement et de croissance :

- Des emprunts publics à moindre coût : le gouvernement pourrait accéder plus facilement aux marchés financiers à des taux plus favorables, réduisant ainsi le coût global de la dette.

- Un regain de confiance dans l'environnement économique : les investisseurs, tant locaux qu'étrangers, sont rassurés sur la stabilité macroéconomique du pays, ce qui peut encourager de nouveaux projets.

- Un renforcement de l'attractivité du climat économique togolais : les entreprises évoluent dans un cadre perçu comme plus crédible, propice à l'innovation, au développement et à la prise de risque.

Elle agit ainsi comme un catalyseur de confiance, indispensable pour accélérer la mobilisation des financements privés et renforcer les investissements dans les secteurs porteurs.

Plus qu'une notation, le B+ constitue un signal de confiance à transformer en moteur de développement pour le secteur privé.

Pour le secteur privé togolais, cette amélioration peut se traduire par :

- Une augmentation des flux d'investissements étrangers directs (IDE) dans les secteurs porteurs comme les infrastructures, l'agriculture, les énergies renouvelables ou les services logistiques ;

- Un coup d'accélérateur pour les partenariats public-privé (PPP), essentiels pour financer des projets structurants à fort impact économique et social ;

- Une meilleure mobilisation de capitaux en faveur de l'innovation, de la transformation industrielle et de l'entrepreneuriat, grâce à une perception de risque pays plus maîtrisée.

Un signal positif à renforcer par des réformes structurelles et une fenêtre pour dynamiser le financement des PME

L'amélioration de la note souveraine du Togo représente une opportunité clé pour le pays. Toutefois, afin que ses effets profitent pleinement au secteur privé, et plus particulièrement aux PME, il est essentiel de lever certains obstacles structurels. L'asymétrie d'information reste l'un des principaux freins à l'accès au financement bancaire. À cet égard, les pouvoirs publics et les institutions financières doivent jouer un rôle central dans la création d'un environnement plus favorable à une intermédiation financière inclusive et efficace.

Les autorités publiques ont un rôle crucial à jouer dans l'accélération de la digitalisation, aussi bien au sein de l'administration que dans les secteurs clés de l'économie. Ce virage numérique est indispensable pour générer des données fiables, traçables et interconnectées sur l'ensemble des acteurs économiques, en particulier les PME. En facilitant des dispositifs comme l'enregistrement en ligne, la géolocalisation, la traçabilité des flux financiers ou encore la facturation électronique, ces outils numériques permettent de mieux capter et structurer l'activité économique des petites entreprises, souvent cantonnées à l'informel. Cette formalisation progressive constitue un levier essentiel pour réduire l'asymétrie d'information, obstacle majeur à l'accès au crédit bancaire. Autrement dit, plus une entreprise est visible et traçable, plus elle devient « bancable » aux yeux des institutions financières, qui peuvent ainsi évaluer plus objectivement ses performances et ses risques.

Dans le même temps, au-delà des méthodes traditionnelles d'analyse des risques, centrées principalement sur les bilans financiers, l'ère numérique et de l'intelligence des données appelle les institutions financières à intégrer des données alternatives qui correspondent mieux aux spécificités du tissu entrepreneurial local. En créant des cellules spécialisées pour les PME et en adoptant des technologies innovantes, les institutions financières peuvent enrichir l'évaluation du risque avec des éléments qualitatifs et contextuels, tels que l'historique des paiements, le comportement du dirigeant, la réputation locale ou le capital-confiance, qui sont souvent plus révélateurs dans des environnements où les documents formels sont peu fiables ou inexistants. L'expérience montre que cette approche plus nuancée permet non seulement d'améliorer l'accès au crédit pour les PME, mais aussi de mieux ajuster les conditions de financement, notamment en termes de taux d'intérêt et de garanties exigées.

Transformer une avancée macro en impact micro

Le relèvement de la note souveraine du Togo est un jalon important, mais ce n'est qu'un levier de confiance. Pour traduire ce progrès en véritable croissance inclusive, il faut s'assurer que les PME, colonne vertébrale de l'économie togolaise, aient accès au financement dans de meilleures conditions. Le défi du développement passe désormais du « macro » au « micro » en mettant les PME au cœur de la stratégie de croissance.

Par Dr. Jean Koudjokoum TCHANGAI
Cadre de banque, Chercheur, membre du Centre de Recherche sur les Entreprises Familiales et Entrepreneuriales (CREFE) et du LISST - Dynamiques Rurales (DR)
Auteur de Notation financière dynamique et dynamique des marchés financiers

Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)	9,1 Mds USD
Population en 2023 (FMI)	9,1 M
PIB/hab en 2023 (FMI)	1 001 USD

Source : tresor.economie.gouv.fr

Bourse

La BIIC fait son entrée à la BRVM avec une levée record

La Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce du Bénin (BIIC) a été officiellement admise à la cote de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) ce lundi 28 avril 2025, à Cotonou. Cette introduction marque une avancée majeure pour la place financière régionale et pour l'économie béninoise.

● Junior Aredola

Au terme d'une cérémonie solennelle à Cotonou, la BRVM a inscrit à sa cote la BIIC, désormais connue sous le symbole BICB. Cette admission intervient quatre mois seulement après celle de la Loterie Nationale du Bénin (LNB), faisant de la BIIC la troisième société béninoise cotée à la BRVM. Avec cette opération, la Bourse accueille son 48e titre et franchit un cap historique, avec une capitalisation globale dépassant 11 000 milliards de FCFA. La BIIC devient également la 15e banque à intégrer la BRVM et la 8e à le faire au cours de la dernière décennie, confirmant le rôle central du secteur bancaire dans le dynamisme du marché régional.

Records impressionnants

L'entrée en bourse de la BIIC est marquée par des records impressionnants. L'établissement bancaire a levé 100,45 milliards de FCFA, établissant la plus importante émission d'actions d'une banque sur le Marché Financier Régional, devançant largement ORAGROUP (56,92 milliards en 2019) et Ecobank Côte d'Ivoire (45 milliards en 2017). Il s'agit également du deuxième plus important IPO (Initial Public Offering) de l'histoire de la BRVM, après celui d'Orange Côte d'Ivoire en 2022 (140,98 milliards de FCFA). À son introduction, la BIIC affiche une capitalisation boursière de 323,45 milliards de FCFA, témoignant du succès du processus de privatisation de la banque. La participation massive des investisseurs particuliers, qui représentent environ 25 % du montant levé soit plus de 25 milliards de FCFA à travers plusieurs milliers de souscriptions, confirme l'intérêt croissant pour les opportunités offertes par le marché régional. La BRVM, institution financière commune aux huit pays de l'UEMOA, renforce ainsi son rôle d'accélérateur de croissance économique dans la région. L'introduction de la BIIC intervient dans un contexte de vitalité accrue du marché boursier régional, reflet de l'amélioration des fondamentaux économiques dans l'espace UEMOA et de l'engagement des États à dynamiser leur secteur privé. Avec cette nouvelle cotation, le Bénin confirme sa volonté d'intensifier sa présence sur la scène financière régionale, suivant une stratégie de privatisation maîtrisée et de valorisation de ses actifs. La BRVM, de son côté, se positionne plus que jamais comme un levier stratégique de financement pour les entreprises d'Afrique de l'Ouest.

Qualité d'expérience client

L'internet mobile Moov Africa Togo devance Yas Togo

Le dernier rapport de l'autorité de régulation des communications électroniques, des postes (ARCEP), en partenariat avec nPerf, révèle une globale de la qualité d'expérience (QoE) de l'internet mobile au Togo. Dans ce rapport, Moov Africa Togo (MAT) est en tête du classement national pour la deuxième année consécutive.

● Hélène Martelot

En 2024, le marché togolais de l'internet mobile reste dominé par deux opérateurs, Yas (groupe Axian), qui détient 61 % de la part de marché, et Moov Africa Togo (groupe Maroc Télécom), avec 39 %. Dans son nouveau rapport publié en mai 2024, le régulateur des télécommunications, dresse un état des lieux de la qualité de service sur la base des données recueillies par nPerf, référence mondiale du crowdsourcing en téléphonie.

Moov Africa Togo, champion national de la QoE

Avec un score de 64 865 points, Moov Africa Togo conserve la première place en matière de qualité d'expérience internet mobile au Togo, devant YAS qui obtenir 62 148 points. Cette évaluation repose sur cinq indicateurs clés notamment, le débit descendant, débit montant, latence, navigation web et streaming vidéo YouTube. La technologie 4G, qui représente plus de 75 % du trafic internet mobile au Togo, fait l'objet d'une attention particulière. Bien que les deux opérateurs offrent des performances honorables en débit descendant et streaming, des marges de progression subsistent sur le débit montant et la qualité de navigation, encore loin des standards internationaux. A l'échelle régionale et continentale, les deux opérateurs togolais se distinguent : Dans l'espace UEMOA, MAT : 2e place et YAS : 4e place. En 4G, MAT est 1er et YAS 3e. En Afrique, MAT : 8e sur 55 opérateurs et YAS : 12e et en 4G, MAT est 3e et YAS 6e. Ce classement souligne les progrès réalisés par le Togo en matière de connectivité mobile, notamment grâce aux investissements des opérateurs dans la 4G.

L'ARCEP appelle à plus d'efforts

Malgré ces performances encourageantes, l'ARCEP souligne que la qualité de navigation web et les débits montants restent insatisfaisants. Elle encourage MAT et YAS à intensifier leurs efforts pour se rapprocher des meilleurs standards africains et mondiaux, dans une logique d'amélioration continue. Ce rapport confirme l'importance de la régulation par la donnée et la pertinence des analyses crowd sourcées pour piloter le développement des réseaux mobiles. Si le Togo peut se féliciter de ses avancées, notamment en 4G, les défis restent nombreux pour garantir une expérience internet fluide, rapide et équitable à tous les utilisateurs.

Entreprises

La CCI-Togo et les juniors entreprises scellent un partenariat

Au Togo, les juniors entreprises bénéficieront désormais d'un appui renforcé. La Chambre de commerce et d'industrie (CCI-Togo) et la Coopération des juniors entreprises du Togo (CJET) ont signé le vendredi 25 avril, un protocole d'accord dans ce sens.

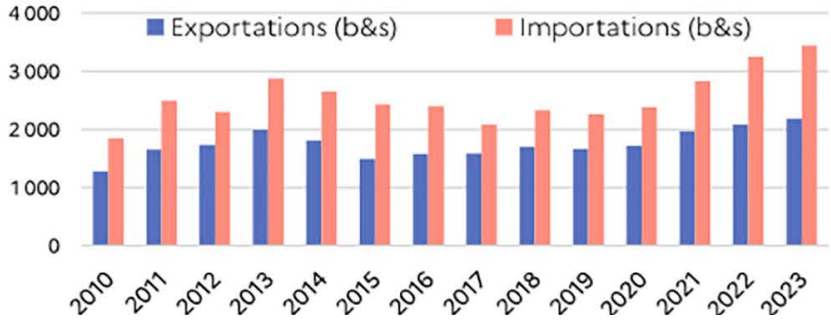
L'entente paraphée par José Symenouh, président de la CCI-Togo et Médissa Sama, présidente de la CJET, vise à créer un cadre formel d'accompagnement, de promotion et de valorisation des jeunes entreprises et coopératives en phase de démarrage, d'offrir un soutien ciblé pour renforcer leur structuration et favoriser leur croissance. « Notre objectif principal est de voir grandir ces jeunes entreprises », a déclaré José Symenouh. Pour sa part, la présidente de la CJET a souligné l'importance de ce partenariat qui permettra de stimuler l'innovation et la compétitivité au sein des entreprises. Pour rappel, la CJET a pour mission de soutenir les jeunes entreprises et coopératives de moins de 10 ans, en leur offrant un accompagnement continu, de faciliter les relations avec les fournisseurs, partenaires financiers et autorités publiques, et de garantir une gestion fluide des obligations légales et administratives.

(Togo Officiel)

Le Togo en chiffres

Commerce extérieur du Togo (M USD, Banque Mondiale)

	2021	2022	2023
Exportations de biens et services (BM)	1 971	2 091	2 192
Importations de biens et services (BM)	2 833	3 259	3 441
Balance des biens et services (BM)	- 861	- 1 167	- 1 249



● Source : tresor.economie.gouv.fr

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Bénin et ses Partenaires signent cadre historique pour le financement climatique dans le but de favoriser les réformes, les investissements et la création d'emplois

Un mémorandum multipartenaire inédit marque une nouvelle ère de collaboration en matière de politique de financement climatique en Afrique de l'Ouest.

23 avril 2025. En marge des Assemblées de printemps du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international qui se tiennent actuellement à Washington, DC, aux Etats-Unis, le Gouvernement de la République du Bénin, aux côtés d'institutions financières et partenaires internationaux de premier plan, a procédé ce jour à la signature d'un Mémorandum-Cadre de Collaboration et de Coopération pour faire progresser un agenda commun de politiques climatiques et débloquer un financement climatique à grande échelle pour le Bénin.

Ce Mémorandum constitue le premier cadre coordonné mis en place par plusieurs partenaires de développement, y compris le Groupe de la Banque mondiale [*Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD); Association internationale de développement (IDA) ; Société financière internationale (IFC)*], la Banque africaine de développement (BAD), la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), et le Fonds OPEC, pour travailler avec un seul pays sur une matrice commune de politiques climatiques. C'est une étape majeure dans l'opérationnalisation de la vision du Bénin visant à intégrer l'action climatique dans la planification macroéconomique, tout en mobilisant des capitaux publics et privés pour soutenir ses Contributions Déterminées au niveau National (CDN) et ses Objectifs de Développement Durable (ODD). Le mémorandum s'appuie sur les réformes entreprises dans le cadre du programme de Résilience et de Durabilité convenu avec le Fonds monétaire international (FMI) en décembre 2023.

Parmi les premières initiatives liées à ce cadre, le Fonds OPEC a engagé 30 millions d'euros. En parallèle, l'Union européenne a prévu une contribution de 28 millions d'euros en 2025, avec des financements supplémentaires attendus en 2026. Ces engagements témoignent d'une volonté commune de passer rapidement de la conception à la mise en œuvre des politiques.

La signature de ce jour s'inscrit dans la continuité de la vision ambitieuse pour l'action climatique dévoilée lors de la Table ronde sur le financement climatique à Cotonou, coorganisée en juillet 2024 par le FMI et la Banque mondiale, et approfondie durant la COP29 à Bakou. La plateforme de financement climatique du Bénin repose sur l'intégration des marchés carbone, des instruments de financement innovants et la réforme de la gouvernance.

Le nouveau Mémorandum-Cadre comprend également des principes relatifs au soutien budgétaire, réaffirmant l'engagement du Bénin en faveur du développement durable et du leadership climatique mondial. Cette collaboration vise à appuyer la mise en œuvre de politiques et projets transformateurs favorisant la résilience climatique, les infrastructures durables et la protection de l'environnement.

Pour **Monsieur Romuald Wadagni, Ministre d'Etat, en charge de l'économie et des finances du Bénin** :
« *Ce Mémorandum-Cadre marque une étape majeure dans notre cheminement vers un Bénin beaucoup plus résilient face au climat. Avec le soutien de nos partenaires au développement, nous pouvons renforcer nos institutions, mettre en œuvre des projets à fort impact et ouvrir la voie à un avenir plus vert. Nous sommes profondément reconnaissants de la confiance et du soutien de nos partenaires dans cette entreprise*. »

Le Mémorandum-Cadre servira de base à un engagement coordonné entre le Bénin et ses partenaires au développement, avec des objectifs clés tels que :

- le renforcement des capacités institutionnelles pour concevoir et mettre en œuvre des politiques et projets résilients au climat ;
- l'alignement des instruments financiers, notamment les obligations vertes, les financements mixtes et les mécanismes de l'article 6, sur les objectifs climatiques et de développement à long terme du Bénin ; et
- l'amélioration de la transparence, du suivi et de la redevabilité dans la gestion du financement climatique.

« L'engagement du Bénin en faveur de la réforme a soutenu une croissance durable et positionné le pays vers un statut de revenu intermédiaire supérieur. Ce mémorandum marque un moment charnière, soulignant l'importance d'une forte coordination entre bailleurs, **»** a déclaré **Madame Marie-Chantal Uwanyiligira, Directrice de la Banque mondiale pour le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée, et le Togo.**
« Nous saluons le leadership du gouvernement qui a su fédérer les partenaires autour d'une vision commune. La Banque mondiale accueille favorablement cette étape importante et soutiendra sa mise en œuvre, notamment via les futures opérations d'appui budgétaire alignées sur la vision du Bénin en matière de croissance résiliente et inclusive, et de création d'emplois de qualité, notamment pour les jeunes. »

Monsieur Olivier Buyoya, Directeur régional de IFC pour l'Afrique de l'ouest, pour sa part, ajoute :
« *L'élargissement des sources de financement pour renforcer la résilience du Bénin est crucial, et cette initiative constitue une étape opportune et déterminante. IFC est fière de collaborer avec la Banque mondiale et d'autres partenaires de développement pour approfondir les marchés financiers, promouvoir une utilisation efficace des ressources publiques pour réduire les risques liés aux projets, et mobiliser adéquatement le secteur privé*. »
La cérémonie de signature s'est tenue en présence de hauts représentants de haut niveau du gouvernement béninois, de chefs de mission des institutions partenaires, ainsi que des acteurs du secteur privé. Elle marque le début de la nouvelle phase de mise en œuvre de la Plateforme de Financement Climatique du Bénin.

A noter que dans le cadre de cette plateforme élargie, d'autres volets de travail, annoncés lors de la COP29, sont déjà en cours de mise en œuvre. Ils comprennent un mécanisme de monétisation du carbone, des instruments de crédit renforcés et des financements innovants soutenant à la fois les initiatives d'atténuation et d'adaptation.

Développement

La BERD adapte ses statuts pour opérer en Afrique subsaharienne

La banque multilatérale de développement a approuvé la modification de l'article 1 de ses statuts pour étendre son champ d'action à certains pays d'Afrique subsaharienne et à l'Irak.

Les actionnaires de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) ont approuvé une modification de l'article 1 des statuts de l'institution qui définit la mission de la banque et les zones géographiques où elle peut intervenir. Cette modification lui permet désormais d'élargir ses opérations à certains pays d'Afrique subsaharienne ainsi qu'à l'Irak. La décision entrera en vigueur dans un délai de trois mois, conformément aux procédures internes de la banque.

Une réforme en préparation depuis 2023

La modification des statuts fait suite à une décision initiale du conseil des gouverneurs de la BERD prise en 2023. Elle intervient quelques semaines avant la tenue de la 34e assemblée annuelle de l'institution, prévue du 13 au 15 mai 2025 à Londres. Cet événement sera consacré à la présentation de la nouvelle stratégie quinquennale, qui vise à renforcer la coopération internationale et à intégrer de nouvelles régions dans le périmètre d'intervention de la banque. La BERD profitera de ce moment pour expliquer comment elle travaillera avec certains pays d'Afrique subsaharienne et l'Irak. « La modification de l'article 1 de nos statuts constitue une étape décisive dans l'expansion géographique de la banque. Elle ouvre la voie à l'octroi par nos gouverneurs du statut de bénéficiaire à des pays d'Afrique subsaharienne et à l'Irak, ce qui nous permettra de démarrer nos opérations dans nos premiers pays de la région », a expliqué Odile Renaud-Basso, présidente de l'institution bancaire.

Vers une présence en Afrique subsaharienne

La BERD a déjà accueilli plusieurs pays africains parmi ses actionnaires, notamment le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Nigeria. D'autres pays comme le Sénégal, le Kenya et le Ghana sont en cours de processus d'adhésion. Pour que ces Etats puissent profiter des financements et services de la banque, leur statut devra être validé par le conseil des gouverneurs, qui attribue la qualité de « pays d'opérations ». A ce jour, la BERD compte 75 actionnaires nationaux auxquels s'ajoutent l'Union européenne et la Banque européenne d'investissement (BEI). Selon madame Renaud-Basso, cette extension marque une nouvelle étape dans l'histoire de l'institution qui prévoit d'amorcer ses premières activités dans ces nouvelles zones.

Avec Agence Ecofin

CCI Bénin

1ère session ordinaire de l'Assemblée Consulaire de 2025

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI Bénin) a tenu le 25 avril 2025 sa première session ordinaire de l'Assemblée Consulaire de l'année 2025 au Millenium Popo Beach Hôtel à Grand Popo. Cette session a été marquée par l'examen et l'adoption des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024. Elle a réuni les nouveaux élus consulaires de la mandature 2025-2030 et a permis de faire le point sur les réalisations de l'institution durant l'année précédente.

● *Junior Aredola*

La cérémonie d'ouverture a été présidée par ls-Dine Bouraïma, Conseiller Technique au Commerce du Ministère de l'Industrie et du Commerce, représentant la Ministre de l'Industrie et du Commerce, Madame Alimatou Shadiya Assouman. À cette occasion, le Président de la CCI Bénin, Arnauld Akakpo, a réaffirmé la vision de l'institution consulaire pour la mandature 2025-2030 : une CCI Bénin connectée à ses mandants et aux opportunités. Cette vision vise à renforcer le rôle de la CCI Bénin en tant qu'acteur clé du développement économique national, tout en restant proche des entreprises et en anticipant les nouvelles opportunités. Dans son discours, Arnauld Akakpo a souligné les nombreuses réalisations de la CCI Bénin en 2024, une année marquée par un environnement économique difficile. « En dépit des crises internationales et régionales, la CCI Bénin a su relever de nombreux défis et mettre en œuvre des projets stratégiques de soutien aux entreprises », a-t-il déclaré. Il a également souligné l'importance de consolider les acquis et d'ouvrir de nouvelles perspectives pour l'avenir. Il a conclu son allocution en remerciant le gouvernement, et particulièrement la Ministre de l'Industrie et du Commerce, pour son soutien constant et son écoute attentive. Au nom du Gouvernement, ls-Dine Bouraïma a adressé ses félicitations à tous les élus consulaires pour leur élection et, particulièrement, à Arnauld Akakpo, réélu à la tête de la CCI Bénin. Il a salué l'engagement des élus et a exprimé sa satisfaction quant au respect des délais statutairement prescrits pour l'examen et l'adoption des comptes. « L'examen et l'arrêté des comptes à bonne date marquent une étape essentielle dans la bonne gestion de la vie de toute institution », a-t-il souligné. Il a également mis en avant l'importance du secteur privé comme moteur de la croissance et de la transformation économique du pays, en soulignant l'engagement du gouvernement aux côtés des entreprises. M. Bouraïma a exhorté les élus à maintenir un esprit d'ouverture, un dialogue sincère et à nourrir des ambitions d'innovation pour faire rayonner la CCI Bénin, tant au niveau national qu'international. Les travaux de l'assemblée ont ensuite porté sur l'examen et l'adoption des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024. Les élus consulaires ont pris connaissance des documents relatifs aux activités exécutées par la CCI Bénin au cours de l'année écoulée, détaillant les projets réalisés et les performances obtenues. Le commissaire aux comptes a présenté son rapport, qui a permis de mettre en lumière la santé financière de l'institution à la clôture de l'exercice. Après des échanges constructifs, le rapport d'activités et de performances de l'année 2024, ainsi que les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024, ont été adoptés à l'unanimité par l'ensemble des élus présents. Cette première session ordinaire de l'année 2025 a ainsi permis de poser les bases solides pour les actions futures de la CCI Bénin, avec un accent particulier sur la collaboration avec les entreprises et les autorités publiques.

E-learning

Le Sénégal lance une plateforme pour former ses agents publics

Le gouvernement sénégalais ambitionne de moderniser son administration à travers une nouvelle plateforme nationale d'apprentissage en ligne. Dédiée à la formation continue des fonctionnaires en compétences numériques, cette initiative marque une étape décisive dans la mise en œuvre du « New Deal Technologique ».

● *Junior Aredola*

Le 18 avril 2025, lors d'une réunion conjointe entre le ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Économie numérique et celui de la Fonction publique, les autorités sénégalaises ont confirmé le lancement prochain d'une plateforme nationale d'e-learning. Ce dispositif innovant est destiné à renforcer les compétences numériques des quelque 130 000 agents de l'administration publique. L'objectif affiché est clair : doter les fonctionnaires de compétences numériques de base et intermédiaires, moderniser les outils administratifs, intégrer l'intelligence artificielle dans les processus de travail, et instaurer un système efficace de suivi et de mise à jour continue des connaissances.

Plus qu'un simple outil de formation

À l'ère de la dématérialisation des services publics, cette plateforme e-learning représente bien plus qu'un simple outil de formation : elle incarne une volonté politique de transformation structurelle. En alignant son initiative sur les recommandations de l'OCDE, le Sénégal anticipe les exigences d'un service public agile, connecté et performant. Toutefois, le succès de ce projet dépendra de plusieurs facteurs critiques. Il faudra garantir la qualité pédagogique des modules, assurer l'accessibilité technique sur l'ensemble du territoire, et motiver les agents à suivre les formations. L'évaluation des compétences préexistantes et l'adaptation des contenus aux besoins réels du terrain seront également déterminantes. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du « New Deal Technologique », une stratégie nationale qui place le numérique au cœur du développement économique et social du Sénégal. Elle répond à une dynamique continentale, puisque selon la Banque mondiale, 230 millions d'emplois en Afrique subsaharienne nécessiteront des compétences numériques d'ici 2030. Face à ce défi, le Sénégal mise sur l'investissement dans son capital humain public pour construire une administration réactive, efficace et résolument tournée vers l'avenir. Cette plateforme pourrait bien devenir un modèle de référence pour d'autres pays africains en quête de transformation digitale de leur appareil étatique

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

BRVM – BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES Afrique de l'Ouest

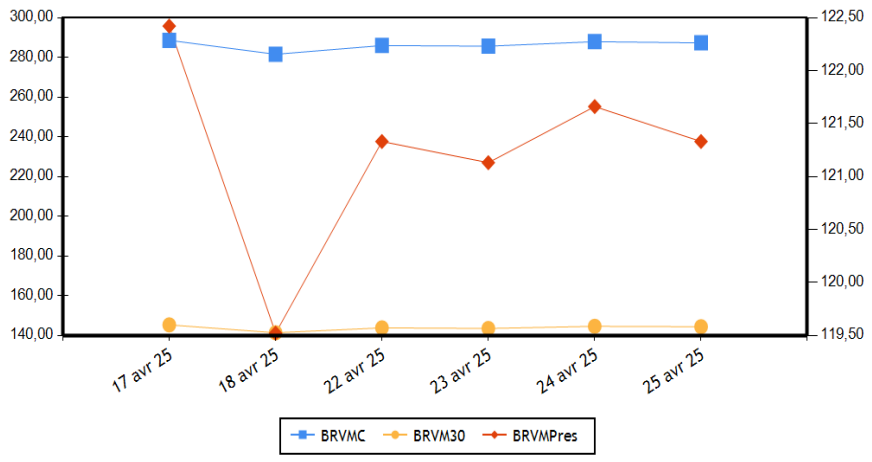
vendredi 25 avril 2025 — N° 79

BRVM COMPOSITE	287,27
Variation Jour	-0,21 %
Variation annuelle	4,08 %

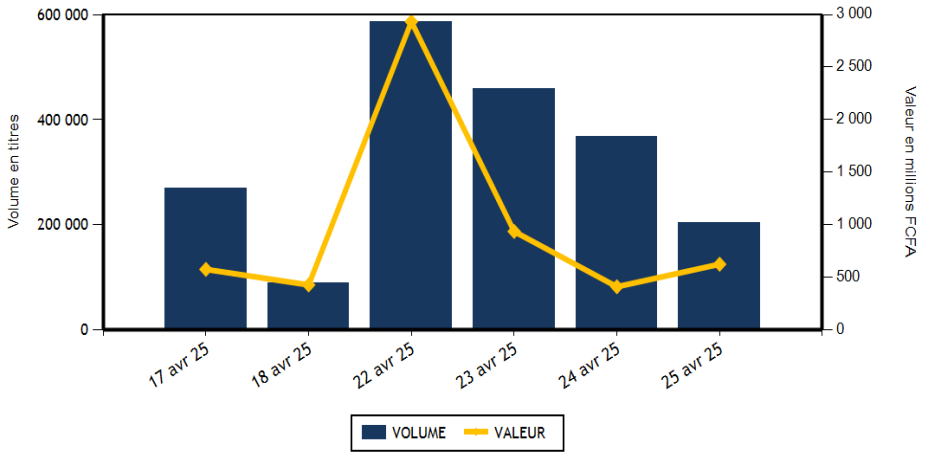
BRVM 30	144,31
Variation Jour	-0,15 %
Variation annuelle	4,01 %

BRVM PRESTIGE	121,33
Variation Jour	-0,27 %
Variation annuelle	5,65 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 774 684 477 677	-0,21 %
Volume échangé (Actions & Droits)	203 529	-44,44 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	623 717 643	55,53 %
Nombre de titres transigés	45	0,00 %
Nombre de titres en hausse	10	-61,54 %
Nombre de titres en baisse	22	175,00 %
Nombre de titres inchangés	13	18,18 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 492 350 951 397	-0,05 %
Volume échangé	50	-94,84 %
Valeur transigée (FCFA)	504 000	-94,10 %
Nombre de titres transigés	3	-57,14 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	1	-66,67 %
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	645	7,50 %	43,33 %
SAPH CI (SPHC)	5 030	7,48 %	21,50 %
SOGB CI (SOGC)	5 910	7,45 %	28,20 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 500	2,46 %	8,70 %
SONATEL SN (SNTS)	24 850	1,43 %	3,54 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CFAO MOTORS CI (CFAC)	570	-6,56 %	-5,00 %
SICABLE CI (CABC)	1 350	-2,53 %	29,81 %
UNIWAX CI (UNXC)	395	-2,47 %	-3,66 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	14 500	-2,36 %	-17,14 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 500	-2,34 %	8,93 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	121,33	-0,27 %	5,65 %	26 310	136 857 880	10,20
BRVM-PRINCIPAL	37	159,03	0,01 %	15,15 %	177 219	486 859 763	13,71

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	143,32	-0,24 %	22,12 %	50 779	148 226 800	29,74
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	716,33	-0,46 %	-6,24 %	10 291	51 060 215	9,84
BRVM - FINANCES	15	115,37	-0,23 %	13,39 %	69 009	122 012 133	7,22
BRVM - TRANSPORT	2	323,80	-1,45 %	-1,45 %	10 632	14 245 915	4,08
BRVM - AGRICULTURE	5	243,83	5,36 %	23,73 %	37 545	194 537 540	13,21
BRVM - DISTRIBUTION	7	387,16	-1,41 %	15,47 %	10 462	24 671 865	22,87
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	675,40	0,58 %	3,99 %	14 811	68 963 175	22,50

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	93,20	-0,45 %	-6,80 %	8 643	43 010 745	9,76
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	96,10	-2,88 %	-3,90 %	20 715	72 889 725	21,84
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	113,39	-0,22 %	13,39 %	69 009	122 012 133	7,22
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	124,16	1,65 %	24,16 %	37 846	197 605 880	27,20
BRVM - INDUSTRIELS	7	117,02	-0,52 %	17,02 %	56 725	155 950 910	8,60
BRVM - ENERGIE	4	121,80	-0,05 %	21,80 %	8 943	24 198 780	20,13
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	110,53	-0,65 %	10,53 %	1 648	8 049 470	11,73

Droits de douane

Washington dit entretenir une «incertitude stratégique»

«Personne n'est mieux placé que le président Trump pour créer cet effet de levier», a assuré le ministre américain des Finances, Scott Bessent.

Le ministre américain des Finances, Scott Bessent, a défendu dimanche la politique tarifaire tumultueuse du président Donald Trump, qui secoue l'économie mondiale, comme un moyen de créer une «incertitude stratégique» afin de donner l'avantage aux États-Unis. Depuis son retour à la présidence en janvier, le président américain a imposé des droits de douane d'au moins 10% à la plupart des partenaires commerciaux des États-Unis et une surtaxe distincte de 145% sur la majorité des produits chinois entrant sur le territoire des États-Unis. Pékin a riposté en mettant en place ses propres surtaxes de 125% sur les produits américains. «Dans la théorie des jeux, on parle d'incertitude stratégique, c'est-à-dire que vous n'allez pas dire à la personne de l'autre côté de la négociation où vous allez finir», a déclaré M. Bessent sur la chaîne ABC. «Personne n'est mieux placé que le président Trump pour créer cet effet de levier», a insisté le secrétaire au Trésor. Des droits de douane bien plus importants pourraient entrer en application contre en juillet, après un report annoncé par Donald Trump. Interrogé sur l'avancement des négociations commerciales engagées par l'administration Trump avec les pays frappés par les droits de douane, M. Bessent a esquivé, se contentant de dire que certaines négociations «avançaient très bien, en particulier avec les pays asiatiques». Pour l'instant, Washington a donné la priorité aux discussions avec des pays alliés comme le Japon, la Corée du Sud et la Suisse.

Discussions avec la Chine

Dans un entretien publié vendredi par «Time Magazine», Donald Trump a affirmé que des discussions étaient en cours avec la Chine pour tenter de parvenir à un accord, et laissé entendre que le processus pourrait aboutir dans les prochaines semaines. Il a également dit avoir parlé avec au téléphone avec son homologue chinois Xi Jinping, sans toutefois préciser à quelle date, ni le contenu de la conversation. Pékin a cependant réaffirmé samedi ne mener aucune négociation commerciale avec les États-Unis. Scott Bessent a suggéré que la Chine pourrait nier l'existence de discussions en cours parce qu'elle «s'adresse à un public différent».

(afp)

Concurrence

Les amendes contre Apple et Meta sont une «extorsion»

La Maison-Blanche n'a pas du tout apprécié les sanctions prises par l'Union européenne contre les géants américains de la tech.

Les États-Unis «ne toléreront pas» les lourdes amendes infligées par l'Union européenne aux géants américains de la tech Apple et Meta, a affirmé jeudi un porte-parole de la Maison-Blanche, qui les a qualifiées de «forme nouvelle d'extorsion économique». «Les réglementations extraterritoriales qui ciblent spécifiquement et sapent les entreprises américaines, étouffent l'innovation, et permettent la censure seront reconnues comme des barrières commerciales et une menace directe à une société civile libre», a déclaré dans un communiqué Brian Hughes, porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche. La Commission européenne avait annoncé mercredi des sanctions financières contre Apple et Meta (Facebook, Instagram) pour des infractions à la concurrence, malgré les tensions avec Donald Trump sur les droits de douane. Apple a écopé d'une amende de 500 millions d'euros pour des clauses abusives dans sa boutique d'application App Store, au détriment des fournisseurs d'applications et de leurs clients. Meta, géant des réseaux sociaux, devra payer 200 millions d'euros de son côté pour avoir enfreint une règle encadrant l'usage des données personnelles.

Une simple application de la loi

Donald Trump dénonce régulièrement les taxes, amendes et contraintes réglementaires imposées par l'Europe aux services numériques américains. Et pour Brian Hughes, «le ciblage malveillant d'entreprises et de clients américains par l'UE doit cesser». «Stop à la spirale infernale de réglementation de l'UE!», a-t-il déclaré dans son communiqué. L'Union européenne est en pleines négociations avec l'administration américaine pour obtenir la levée de droits de douane imposés par le président américain. Mais selon la Commissaire européenne à la Concurrence, Teresa Ribera, ces amendes ne s'inscrivent pas dans ce bras de fer commercial et représentent «simplement une application de la loi».

(afp)

L'éco en bref

Fin du contrôle de Pirelli par le Chinois Sinochem

Golden Power. Le conseil d'administration de Pirelli, fabricant de pneus italiens, a annoncé, ce lundi, la fin du contrôle exercé par son actionnaire chinois majoritaire, le conglomérat public Sinochem. Une mesure rendue possible par un décret du gouvernement italien adopté en juin 2023. L'actionnaire chinois était vu comme un obstacle à l'expansion du fabricant italien sur le marché américain, en raison de la réglementation outre-Atlantique.

IBM veut investir 150 milliards de dollars aux États-Unis

Money money. Le groupe informatique américain IBM s'est engagé, ce lundi, à investir 150 milliards de dollars aux États-Unis dans les cinq prochaines années. 30 milliards devraient financer la recherche et le développement.

Coupure de courant géante en Espagne

Selon le gestionnaire du réseau électrique espagnol, Red Eléctrica, le courant est revenu dans « plusieurs zones du Nord, du Sud et de l'Ouest ». Mais l'Espagne reste fortement paralysée depuis la mi-journée par une panne géante. Red Eléctrica annonce qu'il faudra « entre 6 et 10 heures » pour rétablir une situation normale. Conséquences, le trafic ferroviaire est complètement à l'arrêt. Les autorités demandent aux Espagnols de ne pas circuler, faute de feux tricolores en fonctionnement. Le Premier ministre, Pedro Sanchez, a tenu une réunion de crise extraordinaire du conseil de sécurité national. Il espère un retour rapide de l'électricité dans tout le pays. Outre l'Espagne, le Portugal est aussi touché par la panne. La capitale Lisbonne et son aéroport sont affectés. Les aéroports de Barcelone et Madrid sont également perturbés. Le territoire basque en France a lui aussi été touché à la mi-journée, mais le courant a vite été rétabli. Pour le moment, les causes de cette panne géante ne sont pas connues. Mais les autorités locales n'excluent pas l'hypothèse d'une cyberattaque. La Commission européenne est en contact avec les autorités ibériques. Le gestionnaire du réseau français (RTE) est mobilisé pour porter assistance à l'Espagne. Il a déjà réalimenté pour 700 MW de consommation via la France et peut augmenter sa capacité jusqu'à « 950 MW ».

L'Inde achète 26 Rafale Marine à Dassault Aviation

Carnet de chèque. Après avoir annoncé en juillet 2023 la sélection du Rafale Marine, l'Inde a confirmé avoir commandé 26 appareils à Dassault Aviation. Une très bonne nouvelle pour l'entreprise française qui voit là un contrat de 6,5 milliards d'euros se concrétiser.

Sélection latribune.fr

L'OMS veut mettre fin aux mutilations génitales féminines « médicalisées »

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) estime qu'il faut agir d'urgence pour freiner la « médicalisation » croissante des mutilations génitales féminines (MGF), en impliquant le personnel soignant.

Si le secteur de la santé joue un rôle clé dans l'arrêt des MGF et le soutien aux survivantes, les données semblent indiquer que ces mutilations sont aujourd'hui de plus en plus pratiquées par des soignantes et des soignants dans plusieurs régions du monde. En 2020, on estimait à 52 millions le nombre de filles et de femmes victimes de MGF pratiquées par des soignantes et les soignants, ce qui représente environ 1 cas de MGF sur 4.

Violation des droits

Publiées lundi, les nouvelles lignes directrices de l'OMS, intitulées La prévention des mutilations génitales féminines et la prise en charge clinique des complications (The prevention of female genital mutilation and clinical management of complications), comportent des recommandations tendant à prévenir cette pratique et à garantir des soins fondés sur des données probantes pour les survivantes, et présentent des mesures que doivent prendre le secteur de la santé, les pouvoirs publics et les communautés touchées. « Les mutilations génitales féminines constituent une grave violation des droits des filles et mettent gravement en danger leur santé », a déclaré la Dre Pascale Allotey, Directrice du Département Santé sexuelle et reproductive, et recherche de l'OMS. « Le secteur de la santé a un rôle essentiel à jouer dans la prévention des MGF – les soignantes et les soignants doivent être acteurs du changement plutôt que se livrer à cette pratique néfaste, et doivent également prodiguer des soins médicaux de qualité aux personnes qui en subissent les effets ». Généralement pratiquées sur de jeunes filles avant leur puberté, les MGF sont tous les actes tendant à retirer ou à léser des parties des organes génitaux féminins sans raison médicale. Les données montrent que les MGF sont préjudiciables, peu importe qui les pratique. Certaines études semblent indiquer qu'elles peuvent même être plus dangereuses lorsqu'elles sont pratiquées par du personnel soignant, car elles peuvent entraîner des lésions plus profondes et plus graves. Leur « médicalisation » risque également de légitimer involontairement la pratique et de compromettre ainsi les efforts plus larges visant à l'abandonner. C'est pourquoi les nouvelles lignes directrices de l'OMS recommandent des codes de conduite professionnels qui interdisent expressément au personnel soignant de pratiquer des MGF. Deuxièmement, compte tenu du respect dont jouissent les soignants et les soignantes au sein des communautés, elles soulignent la nécessité de les mobiliser positivement et de les former à la prévention. Une communication adaptée peut aider les soignantes et les soignants à refuser efficacement les demandes de MGF, tout en informant les personnes des risques graves immédiats et à long terme de ces pratiques.

Eduquer et informer

Parallèlement à des lois et des politiques efficaces, les lignes directrices soulignent la nécessité d'éduquer et d'informer les communautés. Les activités de sensibilisation communautaire auxquelles participent les hommes et les garçons peuvent permettre d'améliorer les connaissances sur les MGF, promouvoir les droits des filles et favoriser l'évolution des comportements. Les lignes directrices abordent la prévention mais comprennent aussi plusieurs recommandations cliniques pour aider à garantir l'accès à des soins médicaux empathiques et de qualité pour les survivantes de MGF. Compte tenu de l'ampleur des problèmes de santé à court et à long terme qui résultent de cette pratique, les survivantes peuvent avoir besoin de divers services de santé à différents stades de leur vie – soins de santé mentale, gestion des risques obstétricaux et, le cas échéant, reprises chirurgicales. Les données montrent que moyennant un engagement et un soutien appropriés, il est possible de mettre fin aux MGF. Ainsi, au Burkina Faso, en Sierra Leone et en Éthiopie, on a constaté un recul de la prévalence des MGF de 50 %, 35 % et 30 %, respectivement, chez les 15-19 ans au cours des 30 dernières années grâce à l'action collective et à l'engagement politique pour faire respecter les interdictions et accélérer la prévention. Depuis 1990, la probabilité qu'une fille subisse des mutilations génitales a été divisée par trois. Cependant, les MGF restent courantes dans une trentaine de pays à travers le monde, et on estime que, chaque année, 4 millions de filles restent exposées à ce risque.

HOROSCOPE finance

Bélier Tout ne sera pas rose sur le plan financier. Vous aurez probablement de sérieux problèmes de trésorerie parce que vous avez manqué de rigueur dans la gestion de votre budget. Concernant vos spéculations, la prudence s'imposera. Sachez patienter sans enrager. Un déblocage bénéfique pourrait intervenir si vos projets restent intelligents et raisonnables. En attendant, évitez absolument de laisser l'argent filer entre vos doigts.

Taureau Avec l'influence d'Uranus, l'astre des imprévus, dans le secteur argent, vous devrez agir avec habileté et lucidité si vous voulez tirer votre épingle du jeu. Mais si vous vous en donnez la peine, les résultats pourront être substantiels. Jupiter pourrait bien vous gratifier d'un beau coup de chance.

Gémeaux Jupiter, la planète de la chance et de la réussite, devrait vous protéger très efficacement sur le plan financier. Ce sera le moment de demander une prime quelconque ou de prendre rendez-vous avec votre banquier pour voir comment optimiser votre gestion. Si vous avez des placements, il serait sans doute opportun de les modifier. N'attendez pas pour agir.

Cancer Une grande prudence sera requise dans le placement des capitaux et des économies. Méfiez-vous d'offres trop alléchantes, qui peuvent cacher une escroquerie susceptible de vous mener au désastre. Rappelez-vous que la naïveté et la crédulité figurent bien parmi les traits essentiels de votre caractère, que vous en soyez conscient ou pas.

Lion Vous pouvez vous attendre à des faits positifs dans le domaine financier. Les astres vous protégeront et vous réserveront des contacts sympathiques, sous forme de propositions d'affaires, de projets. Il y aura un certain dynamisme dans la circulation de l'argent : vous en toucherez et en donnerez.

Vierge Si vous avez des ennuis d'argent, vous pourrez parer au plus pressé aujourd'hui, avec l'appui de Saturne. Mais vous ne trouverez de solution durable que plus tard et si vous faites des efforts d'économie.

Balance Saisissez les chances au fur et à mesure qu'elles se présenteront. Vos affaires vont être bien protégées. Mais que cela ne vous empêche pas, dans le domaine financier, de faire preuve de prudence.

Scorpion La journée sera dangereuse et pleine d'embûches sur le plan financier. Une imprudence, un défaut de jugement, pourraient entraîner de lourdes pertes. Portez à vos affaires l'attention le plus soutenue possible ; contrôlez la gestion de votre budget et la tenue de vos livres comptables avec la plus grande sévérité.

Capricorne Evitez de bâtir continuellement des châteaux en Espagne et, plus encore, de vous lancer dans des opérations spéculatives risquées. Prenez pour règle d'or qu'il ne faut jouer ou spéculer que dans la mesure de ses moyens, mais jamais selon ses besoins ou ses ambitions.

Sagittaire Vos gains et vos revenus suivront une courbe ascendante. Vous engrangerez des bénéfices d'un peu partout ! Mais sachez que c'est vous, et vous seul, qui faites votre chance, en prenant de bonnes initiatives.

Verseau Ne comptez pas trop sur vos amis pour résoudre vos problèmes d'argent, car chacun tient à sa bourse comme à la prunelle de ses yeux. D'autre part, il semble qu'une personne de l'autre sexe cherche en ce moment à vous emprunter de l'argent en faisant délibérément appel à son charme. Soyez vigilant pour ne pas gaspiller vos deniers dans des prêts à fonds perdus. Ne mélangez pas argent et amour, s'il vous plaît !

Poisson Saturne, en bonne position, communiquera à ceux qui manient l'argent et à tous les financiers une habileté particulière. Vous pourrez réussir une opération financière de très grande envergure. La chance vous sourira dans vos opérations et transactions, malgré la conjoncture défavorable à d'autres signes.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général
Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)
Administrateur Délégué
Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)
Directeur de Publication
TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)
Rédacteur en Chef
Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)
Rédacteurs
Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON
Directeur Commercial
Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)
Correcteur
Michel Yao AYEVA
Graphiste
A.Koffivi. AMOUZOUKPE

AFRIQUE FORTUNE SARLU

Vivre serein dans une propriété sécurisée

Sise à Avedji carrefour Limousine, Lomé Togo

Tel : **91068288/ 90339292**

Domaine d'intervention : *Expertise juridique, gestion des successions, expertise foncière et immobilière, achat et vente d'immeubles, bâtiment et travaux publics, commerce général import-export.*

Haho

Le RéNAAT fait le point de l'exercice 2024 et prépare son plan d'action 2025

Le Réseau national des acteurs de l'agroécologie du Togo (RéNAAT) a tenu le samedi 26 avril, son assemblée générale ordinaire, exercice 2024, à Notsè. L'occasion pour ses membres de passer en revue les bilans moral et financier, d'échanger sur les initiatives de promotion de l'agroécologie au Togo, et de définir les grandes priorités pour 2025 et au-delà.

Selon les rapports, le ReNAAT a réalisé des recettes de 112.302.198 F CFA en 2024 contre 25.760.388 F CFA en 2023. Le solde de la période donne un reliquat de 86 541 810 F CFA. La rencontre a également permis aux membres d'échanger sur les initiatives de promotion de l'agroécologie au Togo, définir des priorités et objectifs des projets initiés par le ReNAAT afin de concevoir un plan d'actions 2025 axé sur le renforcement de capacités et la productivité. Le coordonnateur national de RéNAAT, Bokodjin Koami a indiqué que cette assemblée générale ordinaire est une opportunité pour mobiliser des ressources humaines et financières pour répondre aux attentes de la période 2026-2030. Selon lui, l'institution se veut un cadre de réflexion pour une transformation durable des systèmes agricoles selon les normes et principes de l'agroécologie. Il a invité les membres à s'inscrire dans cette vision pour rénover la productivité au Togo. Pour le président de RéNAAT, Alassan Kpèziwezou, il est important d'accompagner les consommateurs dans l'obtention des produits sains afin d'améliorer les performances et définir les priorités pour l'année 2025. Le Réseau national des acteurs de l'agroécologie au Togo (RéNAAT) regroupe des acteurs du secteur agroécologique au Togo. Il œuvre pour une transformation durable des systèmes agricoles en respectant les principes de l'agroécologie.

Avec ATOP/YM/MG/KYA

Stages de l'OIT

Candidatures ouvertes jusqu'au 30 avril 2025

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche informe de l'ouverture des stages de l'Organisation internationale du travail (OIT). Retrouvez tous les détails dans ce communiqué. Candidatures à soumettre avant le 30 avril 2025.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Communiqué

L'Organisation Internationale du travail (OIT) a l'honneur d'informer le gouvernement togolais de l'ouverture des candidatures dans le cadre de son programme de stages.

Ce programme de stages permet aux étudiants qualifiés de deuxième et troisième cycles, ainsi qu'aux jeunes diplômés, d'acquérir une expérience d'apprentissage pratique dans les domaines en lien avec le mandat et les activités de l'OIT.

Quarante-six (46 profils sont disponibles dont huit (8) exclusivement réservés aux personnes vivant avec un handicap.

La date limite pour le dépôt de dossiers de candidatures est fixée au 30 avril 2025.

Les informations détaillées sur les profils de poste concernés sont disponibles via le lien : https://jobs.ilo.org/content/internships-FR/?locale=fr_FR

Fait à Lomé, le 28 avril 2025

Pour le Ministère,
le Directeur des Bourses et Stages

Ligue des Champions

Luis Enrique prévient Arsenal avant le premier choc !

Présent en conférence de presse avant le choc entre Arsenal et le PSG dans le cadre des demi-finales aller de la Ligue des Champions, Luis Enrique a affiché sa détermination et livré les clés de cette rencontre.

Le PSG n'est plus la même équipe. Luis Enrique l'a assuré. Questionné, ce lundi, sur la défaite des siens (0-2) face à Arsenal lors de la phase de ligue de la C1, le technicien espagnol a profité de l'occasion pour envoyer un sacré message aux Gunners. «C'était il y a sept ou huit mois. J'ai revu le match, nous sommes meilleurs. Nous avons eu une phase de ligue très intense, avec beaucoup de matchs qui auraient pu être des finales. C'est quelque chose qui était risqué, mais ça nous a porté, même quand c'était très dur. Aujourd'hui il ne reste plus qu'une voie pour foncer vers la finale», a tout d'abord confié le technicien espagnol.

Le PSG promet un match différent après la défaite en phase de ligue

Sûr de ses forces, plus que jamais déterminé et parfois joueur dans ses réponses, l'ancien sélectionneur de la Roja a par ailleurs détaillé les clés de ce premier choc. «Ce sont des demi-finales de la Ligue des champions, mais cela reste deux matchs entre deux équipes qui ont le même but, deux adversaires qui veulent faire mieux. La clé, ce sera la gestion du pressing, du repli… Il faudra gérer au mieux tout cela, ce sera très important. Je ne parle ni bien ni mal de l'adversaire. Enfin, c'est l'une des meilleures équipes européennes, ils font un travail remarquable avec leur coach depuis plusieurs années. On a tous mérité d'être là. Mon équipe me plaît le plus, c'est pour cela que je suis ici. Certains aimeront davantage Paris, d'autres Arsenal, ça fait partie de la vie». Relancé sur les qualités des Gunners, l'ex-coach du Barça n'a ensuite guère hésité à reconnaître les bienfaits de la méthode Arteta, sans pour autant quitter des yeux l'objectif principal des Rouge et Bleu. «Arsenal et le PSG se ressemblent. Une équipe capable d'attaquer et de défendre tous ensemble, des individualités de haut niveau comme nous sans en être dépendantes. Est-ce qu'Arsenal est la meilleure équipe que nous avons rencontrée ? Je ne sais pas, dur à dire. En tout cas, c'est l'une des meilleures équipes européennes, c'est sûr, nous aussi. L'objectif est de passer une étape supplémentaire après être arrivé au même stade de la compétition que l'année dernière».

Avec footmercato.net

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

DEVELOPPEMENT ET INEGALITES

	Pays	Afrique subsaharienne
PIB/habitant (FMI, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/193	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)*	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022)	71%	75%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,6%	55,1%

* Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus au sein de la population. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 100 (inégalité extrême).
** Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus détentrice d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile.

SANTE ET SECURITE ALIMENTAIRE

	Pays	Afrique
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

INFRASTRUCTURES

Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement *Africa infrastructure development index* (BAfD, AIDI 2022)	43/54	-
dont *Transport index*	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	89%
Part de la population utilisatrice d'Internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,5

* L'indice de la Banque mondiale évalue le réseau de services qui soutient le mouvement physique des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il varie entre 1 (performance faible) et 5 (performance élevée).

Classements d'indicateurs de gouvernance

Transparency international 2023	126/180
Mo Ibrahim 2023	22/54
Reporters sans frontières 2024	113/180

1er Le Togo est le 1er exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 98 747 tonnes en 2023, selon le rapport *EU imports of organic agri-food products, Key developments in 2023* (Commission de l'UE).

● *Source : tresor.economie.gouv.fr*

Forum International de l'Intermédiation, du Numérique et de l'Innovation

FONi 2025

4e édition

THEME CENTRAL

Financement du secteur privé & Digitalisation des services financiers et publics pour une croissance durable en Afrique

22 - 23 mai 2025

Hôtel Sofitel, Cotonou, Bénin

INFORMATIONS

+229 01 44 05 00 00

+228 93 03 36 36

inscriptions@foni.africa

www.foni.africa

MINISTERE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

Organisateur Principal
AFRIK CRÉANCES

Co - organisateur
FAGACE